



Communiqué de presse

Table-ronde nationale « Suivi de la 4ème réunion ministérielle de l'UpM sur les droits des femmes »

7-8 mai 2018, Jordanie

Le dialogue national sous le patronage du Ministre du Développement sociale S.E. Hala Lattouf, et avec le soutien de l'Union Européenne, a eu lieu le 7-8 mai 2018 à Amman, Jordanie. Il était organisé en partenariat avec l'Initiative féministe Euromed (EFI), l'Organisation des femmes Arabes de Jordanie (AWO) et le Ministère du développement social (MoSD).

Durant la première journée, près de 100 représentants des organisations de la société civile de Amman et autres gouvernorats se sont réunis en forum national au Landmark Hotel à Amman et ont ouvert une discussion sur un mécanisme de suivi par la société civile de la mise en œuvre de la Déclaration de la 4ème conférence ministérielle sur les droits des femmes (Novembre 2017, Le Caire). La Déclaration de la Conférence de la Société civile que l'EFI a organisé en parallèle à la conférence ministérielle a aussi été discutée.

S.E. Mme Hala Bseiso Latouf, Ministre du Développement social, a ouvert le forum national et a exprimé son appréciation des efforts de la société civile pour suivre et faire connaître le processus ministériel. Elle a affirmé l'importance du partenariat entre le ministère du Développement social et la société civile pour parvenir à des changements positifs dans le domaine de l'égalité et des droits des femmes.

Mme Muna Rfou, Directrice de l'Unité Genre au Ministère du Développement Social, a présenté la Déclaration Ministérielle et a souligné le rôle que le MoSD joue dans ce processus, puisque la Jordanie copréside l'UpM avec l'Union Européenne.

Mme Laila Nafaa, directrice des programmes, Organisation des femmes arabes (AWO), a présenté le processus de dialogue mené par la société civile et la déclaration de la société civile qui a été présentée aux ministres lors de la conférence au Caire.

Pendant la session suivante, les experts de la société civile, des partis politiques et des parlementaires ont discuté des mécanismes pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes à travers le processus ministériel en se concentrant sur la participation économique. M. Moustafa Khasawneh, membre du Parlement, a souligné le travail du parlement jordanien et l'importance du rôle du Bloc d'initiative parlementaire dans la mise en œuvre de l'égalité des sexes en Jordanie.



Mme Abla Abu Elbeh, secrétaire générale du Parti démocratique populaire jordanien (HASHD), a souligné l'importance de l'implication des femmes dans les syndicats et les unions de travailleurs, et a souligné l'importance de créer un environnement convivial pour les femmes au travail. Mme Sahar Aloul, membre du conseil d'administration de la SADAQA, a salué les dernières décisions du Comité du travail de la Chambre basse modifiant les dispositions du projet de loi sur le travail garantissant l'égalité salariale, la présence de garderies sur les lieux de travail et l'instauration du congé de paternité. Les participants ont formulé les recommandations de la société civile concernant les mécanismes de suivi et les outils pour soutenir la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle.

Le dialogue national du 8 mai a été organisé par le ministre du Développement social et s'est déroulé au ministère. Il a rassemblé des représentants du Ministère du développement social, du Ministère du travail, du Ministère de la jeunesse, du Ministère des affaires politiques et parlementaires, du Ministère de l'éducation, du Ministère de la planification et de la coopération internationale, de la Commission nationale jordanienne pour les femmes et des représentants de municipalités et de Conseils locaux ainsi que d'organisations de défense des droits des femmes, d'avocats, d'universitaires, d'experts en matière de genre et de journalistes.

Dans son discours d'ouverture, S.E. Mme Hala Bseiso Latouf a souligné que les quatre domaines prioritaires de la Déclaration ministérielle font partie des priorités du gouvernement et sont conformes à ses politiques et programmes.

S.E. M. Andrea Fontana, ambassadeur de l'UE en Jordanie, a souligné que les projets financés par l'UE en Jordanie soutiennent le programme d'égalité des sexes du ministère du Développement social en coopération avec la société civile et a ajouté que la politique de genre de l'UE s'articule autour de trois priorités : garantir l'intégrité physique et psychologique des femmes, promouvoir leur autonomisation sociale et économique et renforcer leur voix et leur participation.

S.E. M. Erik Ulhénhag, Ambassadeur de Suède en Jordanie, a partagé les analyses et les leçons tirées de la Suède et a affirmé l'importance de l'égalité des sexes en tant que condition de base pour la paix, la sécurité et le développement durable.

Mme Borianna Jonsson, directrice exécutive de l'Initiative féministe Euromed, a souligné l'importance d'une coopération durable entre les décideurs et les organisations de défense des droits des femmes dans l'élaboration de politiques fondées sur la confiance mutuelle et le respect des différents rôles. Cela permettra à la société civile de fournir une expertise et une analyse de la situation des femmes sur le terrain.



Au cours de la première session, Dr. Ahmad Abu Haidar a expliqué le processus suivi après la Conférence ministérielle de Paris de 2013 et l'environnement géopolitique changé qui a encadré la Déclaration ministérielle du Caire 2017 comme un plan d'action avec quatre domaines prioritaires: augmenter la participation des femmes à la vie publique et la prise de décision; améliorer la participation économique des femmes; lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles; et éliminer les stéréotypes de genre. Mme Laila Nafaa, Organisation des femmes Arabes, a souligné les jalons du processus de dialogue mené par la société civile qui a développé la Plateforme régionale Genre comme feuille de route pour l'égalité dans la région Euro-Med, ce qui a fortement contribué aux conclusions politiques ministérielles.

Au cours de la deuxième session, Mme Amal Haddadin, conseillère juridique à la Commission nationale jordanienne pour les femmes, Mme Iman Akour, ministère du Travail et Mme Mais Afaneh, directrice régionale de l'EFI ont discuté des mécanismes de mise en œuvre de l'égalité des sexes par le biais du processus ministériel en se concentrant sur la participation économique et l'accès des femmes au marché du travail. Les recommandations du forum de la société civile de la veille ont également été présentées.

Après un débat animé et ouvert, tous les participants ont convenu de l'importance d'élaborer un plan d'action national pour opérationnaliser la Déclaration ministérielle en Jordanie et permettre la mise en œuvre de mesures politiques concrètes correspondant aux priorités nationales, en particulier dans le domaine de la participation des femmes sur le marché du travail. Le MoSD, en coopération avec les organisations de défense des droits des femmes, s'est engagé à élaborer un projet de plan national qui sera présenté au ministre Latouf, qui en discutera plus longuement avec le Comité interministériel sur l'autonomisation des femmes qu'elle préside.

La table ronde a été marquée par un haut niveau d'interventions et d'interactions. C'était une étape qualitative dans le dialogue multisectoriel en cours pour soutenir et améliorer la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle en tant qu'instrument majeur pour faire avancer la prise de décisions dans le domaine de l'égalité des sexes.